



DÉPARTEMENT DU VAR
COMMUNE DE MONTAUROUX

Envoyé en préfecture le 17/04/2024

Reçu en préfecture le 17/04/2024

Publié le

N° :

Objet

ID : 083-218300812-20240417-2024_019-AR

Règlementation portant sur
la lutte contre les espèces
invasives (chenilles
processionnaires, frelons
asiatiques)

ARRETE MUNICIPAL

Le Maire de la Commune de Montauroux (Var),

Vu les articles L 2212-1 et suivant relatifs aux pouvoirs de police du Maire du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2000 modifié établissant la liste des organismes nuisibles aux végétaux produits végétaux et autres objets soumis à des mesures de lutte obligatoire ;

Considérant que la chenille processionnaire du pin est une espèce susceptible d'émettre des agents pathogènes à l'origine de réactions cutanées, oculaires et internes par contact direct ou aéroporté ;

Considérant que la chenille processionnaire du pin est recensée comme organisme contre lequel la lutte est obligatoire de façon permanente et sur tout le territoire ;

Considérant qu'il est constaté un développement de la colonisation des pins et autres essences de résineux par des espèces invasives (chenilles processionnaires et frelons asiatiques) sur le territoire communal ;

Considérant qu'il convient d'enrayer leur développement et de prendre des mesures de police de nature à préserver la santé publique, les animaux domestiques et la protection des végétaux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : les propriétaires ou locataires relevant de la présence d'espèces invasives doivent impérativement prendre les mesures nécessaires, chaque année, pour éradiquer efficacement la colonie.

Au regard des enjeux sanitaires et des spécificités de ces nuisibles, les habitants feront appel à un moyen d'action adapté à la saison. Il s'agira d'un moyen de lutte mécanique, biologique, de capture par phéromones sexuelles ou équivalent permettant des résultats similaires.

ARTICLE 2 : Chaque année, avant la fin de la première quinzaine du mois de mars, les propriétaires ou locataires, de parcelles où sont implantés des arbres (pins, sapins, cèdres infestés) sont tenus de supprimer soit par produits appropriés homologués, soit mécaniquement ou par piégeage avec incinération ou tout autre moyen adapté, les cocons élaborés par des chenilles processionnaires. A cette occasion toutes les précautions nécessaires doivent être prises (port de lunettes, masque, pantalon, manches longues).

ARTICLE 3 : Un traitement annuel préventif à la formation de ces cocons devra être mis en œuvre avant la fin du mois de septembre, sur les végétaux susceptibles d'être colonisés par les chenilles. Le produit préconisé est le « bacillus thuringiensis sérotype » 3a ou 3 b ou un produit équivalent, en raison de sa spécificité et de son innocuité pour les espèces non ciblées. Entre le début du mois de septembre et le milieu du mois d'octobre, compte tenu de la biologie et de sa sensibilité des larves, des traitements à l'aide de produits homologués dans cette indication devront être répandus dans les règles de l'art sur les végétaux atteints et ceux voisins.

ARTICLE 4 : Les modes de traitement principalement préconisés sont :

- La lutte mécanique :
 - . couper les rameaux porteurs de cocons (avec sécateur ou échenilloir à longue perche)
 - . brûler les nids

Cette opération est à réaliser en hiver.

- La lutte biologique :
 - . Traiter par pulvérisation les arbres atteints avec un insecticide biologique à base de BTK respectueux de l'environnement.

Cette opération est à réaliser en été et automne.

- L'éco-piège :
 - . Poser un éco-piège autour du tronc de l'arbre infesté,
 - . Brûler le sac dans lequel les chenilles se sont enfouies

Cette opération est à réaliser avant fin février.

ARTICLE 5 : La lutte contre les organismes nuisibles est obligatoire, de façon permanente dès leur apparition et ce, quel que soit le stade de leur développement et quels que soient les végétaux, produits végétaux et autres objets sur lesquels ils sont détectés. Toute infraction aux prescriptions énoncées ci-dessus sera constatée par procès-verbal transmis au procureur de la république.

ARTICLE 6 : Messieurs les agents de la Police Municipale seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : une ampliation du présent arrêté est transmis à :

- M le Directeur des services techniques de la Commune
- M le Chef de la police municipale de la Commune

Fait à MONTAUROUX, le 17 avril 2024

Conformément à l'article L 2131-1 du CGCT, le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté.

Transmis au représentant de l'État le :

Publié ou notifié le :



Le Maire
M Jean Yves HUET

A handwritten signature in black ink, appearing to read "J. HUET", is written over the printed name of the Mayor.

Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULON (5 rue Racine - CS 40510 - 83 041 TOULON CEDEX 9 - www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.